

## **« Accès à l'assainissement géré comme bien commun avec des techniques alternatives »**

Intervention : Cassilde BRENIERE - AFD

### **1) En quels termes la question se pose pour l'AFD ?**

L'Agence française de développement est le bailleur de fonds de l'aide bilatérale française. Elle finance des projets des partenaires du sud entre autre dans l'eau et l'assainissement. Ces financements peuvent être apportés aux Etats, aux sociétés d'eau et d'assainissement, aux collectivités locales du sud. Ces financements dans le secteur de l'eau ont représenté en 2011, 69 M€ en subvention et 643 M€ en prêt qui sont généralement bonifiés. Ils doivent permettre l'accès à l'eau de 800 000 personnes par an et à l'assainissement de 500 000 personnes par an mais aussi l'amélioration de l'accès à l'eau (qualité, quantité) de 2,5 millions de personnes et à l'assainissement de 1,5 millions de personnes (amélioration des filières de transport et traitement).

Dans le cadre des financements apportés, l'AFD contribue à l'identification et la définition des projets avec les partenaires du sud (étude de faisabilité, pérennité des projets, conditions de financement) et au suivi de leur réalisation (avec les ONG, les bureaux d'études...). L'AFD dispose également d'un guichet pour financer des projets d'ONG françaises (3 millions d'euro en 2011)

La question de l'accès à l'assainissement comme bien commun se pose donc pour l'AFD dans le cadre des projets d'assainissement qu'elle finance.

Afin d'apporter une grille de lecture des différents choix possibles, l'AFD a contribué à deux ouvrages du programme coordonné « stratégies municipales concertées » (SMC) réalisé par le Programme Solidarité Eau avec l'appui du GRET :

- choisir des solutions techniques adaptées pour l'assainissement liquide
- gérer les toilettes et douches publiques

Il résulte de cette capitalisation que :

- En termes de conception des systèmes, un choix doit être fait entre l'assainissement individuel (latrines simples, latrines VIP, puisards, fosses sceptiques...), semi collectif (avec séparation des eaux grises et eau vannes) et collectif (ce dernier n'étant pas « alternatif »), que ces trois systèmes peuvent cohabiter dans différents quartiers et sur un même territoire et qu'ils sont complémentaires.
- Les facteurs qui orientent vers un système ou un autre sont physiques (profondeur de la nappe, sol rocheux ou non), urbains (place, densité de population, statut foncier) mais surtout sociaux économiques (habitudes de consommations, capacité à payer, compétences techniques et organisationnelles présentes dans le quartier).
- Il est indispensable de prendre en compte la « filière assainissement » dans son ensemble, c'est-à-dire l'accès mais aussi le transport (vidangeurs) et le traitement pour pérenniser les projets
- Pour les « blocs sanitaires publics » (écoles, centre de santé, marchés...), il est indispensable de séparer les installations hommes / femmes et de prévoir un responsable et un budget d'exploitation

**2) quels modes de coopération pour que ces systèmes soient éco-responsables, participation des usagers, coopération multilatérale : comment établir les liens**

Les projets classiques financés par l'AFD mettent en œuvre des blocs sanitaires publics une forte composante de sensibilisation à travers des ONG et bureaux d'études, la formation de maçons à la réalisation de latrines privées qui répondent aux enjeux locaux, la fourniture de matériaux) et dans certains cas de plus en plus fréquents l'organisation des vidangeurs et la prise en charge de centres de traitement des boues de vidanges par des opérateurs publics (par exemple au Burkina Faso. Dans certains cas, les opérateurs publics conseillent et contrôlent la conformité des installations.

Dans tous les cas, la clef du succès est l'association des communautés au projet et la bonne analyse des besoins. L'implication des autorités locales et le cas échéant des opérateurs est aussi indispensable.

**3) quels modes de financement innovants, transparents, sous le contrôle des ONG ?**

Actuellement, l'AFD finance en général les installations publiques, la fourniture de matériaux pour les ménages et la formation des maçons mais aussi la sensibilisation et l'organisation des communautés.

Un travail pour financer des institutions de microcrédit dédiées est en cours.